

l'Anticapitaliste

n°272 | 15 janvier 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Des millions contre le terrorisme et le racisme, pour la démocratie



Non à « l'Union sacrée », non aux lois sécuritaires !

Dossier

Les capitalistes s'enGRÈCent... Jusqu'à quand? Pages 6 et 7

ÉDITO

La coalition des terroristes d'État
Page 2

PREMIER PLAN

Macron: contre la loi, il y a urgence!
Page 3



ACTU POLITIQUE

Racisme: déferlement islamophobe
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Hommage à Wolinski, Charb, Tignous et Cabu
Page 12



Par YVAN LEMAITRE

La coalition des terroristes d'État

« Paris capitale du monde », s'est exclamé François Hollande en accueillant la cinquantaine de chefs d'État conviés à participer à la « marche républicaine » dimanche dernier. L'occasion pour la coalition internationale contre le terrorisme et l'État islamique, coalition initiée par Obama, de tenter de donner d'elle-même une image démocratique. Pure hypocrisie... Avec parmi les invités, le Gabonais Ali Bongo, le Hongrois Victor Orban, l'Ukrainien Porochenko, le Premier ministre turc... Parmi eux se signalait de façon particulièrement provocante le Premier ministre israélien, Netanyahu, accompagné de son acolyte fasciste Lieberman. Certes, il n'était pas le seul dans ce rassemblement de terroristes à avoir du sang sur les mains, mais les massacres récents dont il porte l'entière responsabilité suscitent encore horreur et indignation : plus de 2000 victimes en quelques semaines à Gaza, sous les bombardements. Un massacre qu'Obama, Hollande et Merkel ont justifié et laissé faire...

Netanyahu a donc bénéficié d'un accueil privilégié, défilant au côté de Hollande qui l'a accompagné à la grande synagogue le soir même, pour rendre hommage aux 17 victimes, a-t-il dit... Mais des victimes n'étaient pas juives et celles de *Charlie hebdo* étaient tout sauf croyantes. Que lui importe, il méprise les convictions comme il méprise les vies humaines. Il tend à ceux qui le courtisent et le flattent le miroir de leurs mensonges et de leurs bassesses. Ne sont-ils pas eux-mêmes des terroristes ? De la Syrie à l'Irak, de la Libye au Mali, leur coalition ne produit-elle pas ce terrorisme qu'elle prétend combattre ?

Le développement de l'islamisme radical, du fanatisme religieux, n'est-il pas l'enfant monstrueux de leur politique qui, depuis la première guerre d'Irak, n'a fait que semer la mort, la misère, le chaos et le désespoir. Une nouvelle fois, ces fruits sanglants explosent à la figure des peuples trompés et aveuglés. La guerre est impuissante à venir à bout du terrorisme qu'elle a engendré et qu'elle alimente, tout comme les politiques sécuritaires qui censurent et étouffent les libertés. Celles et ceux qui se sont levés pour défendre la liberté d'expression, la démocratie et la fraternité entre les peuples ont engagé un combat qui n'a d'issue que dans le renversement des fauteurs de guerre qui voudraient les faire taire, au nom de l'union nationale et d'un « Patriot act » à la française.

BIEN DIT

Il y a deux jours je m'insurgeais contre l'union sacrée dans la solidarité avec *Charlie hebdo*, rassemblant droite et gauche dans une unanimité faite d'hypocrisie et de manipulation. Les victimes, je n'en ai aucun doute, auraient vomi dans leurs dessins et leurs textes la présence de ceux qu'ils n'avaient de cesse de dénoncer. La présence des « grands de ce monde » au rassemblement de Paris aujourd'hui (...) est une véritable violation de sépulture des victimes du massacre de l'équipe éditoriale de *Charlie*.

MICHEL WARSCHAWSKI dimanche 11 janvier

À la Une

Des millions contre le terrorisme et le racisme, pour la démocratie Non à « l'Union sacrée », non aux lois sécuritaires !

L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo, puis la prise d'otages antisémite Porte de Vincennes, sont des actes de pur terrorisme: ils visent à provoquer la terreur et l'horreur...

La réaction spontanée, qui a mis des dizaines de milliers de personnes dans les rues dès mercredi soir, exprime d'abord le besoin simplement humain de dire ensemble la tristesse et l'attachement à la liberté d'expression. Elle exprime aussi le refus de se laisser entraîner dans la spirale redoutable voulue par les terroristes (mais pas seulement par eux) : la spirale de la peur, du rejet, de la stigmatisation, du repli sur soi.

Au-delà des manipulations, une réaction salutaire

C'est une réaction salutaire et indispensable car malheureusement, immédiatement, le nombre des actes islamophobes, contre des mosquées, contre des hommes et des femmes musulmans ou supposés, contre de simples lieux de vie, s'est accru. La peur est désormais très forte, en premier lieu parmi les juifs et parmi les Arabes, et la peur est mauvaise conseillère. Dans une société déjà gangrenée par le racisme, les inégalités et les discriminations, alors que les discours racistes s'expriment de façon décomplexé jusqu'au gouvernement par la bouche de Valls, le risque est grand de voir la situation s'emballer. Au-delà des motivations très différentes, parfois contradictoires, qui ont animé les millions de manifestants du week-end, le refus de cette fuite en avant raciste était bel et bien présent. Le NPA a appelé et participé à des manifestations dans plusieurs villes, mais ne s'est pas associé à la « marche républicaine » convoquée dimanche à Paris par le



Mercredi 7 janvier au soir à Paris DR

gouvernement. Avec d'autres, nous avons refusé l'instrumentalisation et la manipulation orchestrée par Hollande et Valls, suivis par Sarkozy et l'UMP, dans une union nationale construite pour tenter de faire croire à des intérêts communs entre ceux d'en haut et ceux qui subissent leur politique.

À l'union nationale s'ajoutait l'union internationale... Tous les « saigneurs du monde » ou leurs représentants s'étaient donné rendez-vous pour défilé. Cette mise en scène pourrait simplement donner envie de vomir, mais il est évident qu'elle illustre au niveau national comme au niveau international la volonté des gouvernants de préparer le terrain à de nouvelles guerres, à de nouvelles attaques contre les libertés individuelles et collectives, contre les droits démocratiques. Valls parle d'une « guerre contre

le terrorisme », Péresse réclame un « Patriot Act » et, toujours plus direct, Sarkozy n'a pas hésité à parler d'« une guerre déclarée à la civilisation »...

Poursuivre le chemin, celui des mobilisations

Malgré les organisateurs de cette manipulation, nombreux sont les manifestants qui sont descendus dans la rue. D'autres ont refusé d'obéir à l'injonction de communion nationale. Les unEs et les autres devront se mobiliser ensemble contre toutes les mesures liberticides, sécuritaires, contre le déploiement militaire et policier et contre les opérations guerrières. L'urgence sera aussi de donner un nouvel élan aux mobilisations antifascistes et antiracistes. En effet, au-delà du jeu sinistre entre Hollande et Marine Le Pen sur la

participation ou non à la manifestation, il y a fort à craindre qu'en bout de course, ce soit le Front national qui sorte renforcé de cette séquence. Les courants ultra-réactionnaires s'agitent : les islamophobes, tel les identitaires qui voudraient importer d'Allemagne les sinistres manifs « Pegida », et les antisémites, comme Soral ou Dieudonné qui se vautrent dans la théorie du complot et se réjouissent de l'amalgame entre juifs et sionistes relancé ces derniers jours par Netanyahu et le gouvernement français.

Engagée depuis longtemps, la course de vitesse entre la catastrophe sociale et politique, produite par la guerre de classe menée par les capitalistes, et les capacités de résistances des exploités et des opprimés, s'accélère brutalement. Le pire est possible. Mais beaucoup ont trouvé ou retrouvé le chemin de la rue et de la protestation collective, ont fait l'expérience de porter eux-mêmes et avec la force du nombre leur propre parole.

Reste à poursuivre ce chemin en portant l'égalité des droits et l'égalité sociale, la démocratie contre la dictature du profit et les choix imposés, les libertés d'expression, d'organisation, de manifestation. Dès ces prochains jours, retrouvons notre unité, celle des exploités et des opprimés, en étant le plus nombreux à se dresser contre la loi Macron et toutes les régressions qu'elle représente. Mais sur ce chemin-là aussi, nous devons affronter ce gouvernement qui aujourd'hui nous fait le coup de l'unité nationale...

Christine Poupin

LIBYE

Le risque d'une nouvelle intervention

L'intervention militaire conjointe de la Grande-Bretagne de Cameron et de la France de Sarkozy en Libye n'a pas seulement détruit le pays, elle a aussi déstabilisé toute une région.

Après avoir fait amende honorable, Kadhafi était devenu un partenaire pour Sarkozy, y compris financier, si on en croit les révélations de *Mediapart* concernant le financement de sa campagne présidentielle. Autre scandale, celui d'Amesys, cette société française qui a fourni le matériel de surveillance d'internet permettant au régime d'emprisonner et de torturer

les opposants¹. Dans le même temps, Kadhafi jouait son rôle de gardien des frontières européennes contre les tentatives d'émigration venant essentiellement d'Afrique subsaharienne. Le printemps arabe et les révoltes populaires en Libye ont provoqué le changement de politique de la diplomatie européenne et ont conduit la France et la Grande-Bretagne à intervenir militairement sous mandat de

l'ONU, officiellement pour éviter un bain de sang... Mais la France et la Grande-Bretagne vont outrepasser leur mandat pour faire tomber le régime au grand dam de l'Union africaine².

Une déstabilisation profonde

Cette intervention a ravi aux masses un processus révolutionnaire qui aurait pu permettre l'émergence d'une direction politique et d'unification

des combattants forgés dans la lutte. Elle a aussi déstabilisé les pays de la bande sahélo-saharienne. Beaucoup de Touaregs qui avaient fui les différentes répressions au Niger et au Mali avaient trouvé refuge en Libye, et certains s'étaient engagés notamment dans la légion islamique, une sorte d'équivalent de la légion étrangère en France. Ces Touaregs sont revenus dans leurs pays respectifs. Si au Niger, ils ont été tout de suite désarmés, ce ne fut pas le cas au Mali où ils fondent le MNLA et le groupe islamiste Ansar Eddine qui, avec AQMI, vont provoquer la guerre au nord du Mali. Kadhafi savait attiser les rebellions touaregs, mais il savait aussi jouer un rôle de médiation qui désormais n'existe plus.

La Libye est devenue un véritable discount des armes. En effet, la quincaillerie amassée pendant des années par Kadhafi sera vendue à toutes sortes de bandes armées qui sévissent dans la région.

Un monde à changer

HAÏTI. Le tremblement de terre de 2010 en Haïti a fait plus de 200 000 mortEs et a détruit des centaines de milliers de logements. Leurs habitants se sont souvent retrouvés dans des camps de fortune. Des dizaines de milliers d'entre eux y résident encore... La fourniture de services essentiels y a progressivement décliné du fait de la réduction des financements. En juin 2014, par exemple, seulement 67% des résidentEs des camps avaient accès à des latrines. Parmi les personnes qui ont quitté les camps, beaucoup se sont réinstallées dans des conditions extrêmement précaires. Les départs des camps n'ont pas toujours été volontaires. Dans certains cas, la police a utilisé des grenades lacrymogènes et a tiré en l'air à balles réelles. Dans d'autres cas, des groupes armés de machettes et de bâtons ont fait irruption dans les camps pour les démanteler. Le mot d'ordre «reconstruire en mieux», répété par l'ancien président des États-Unis Bill Clinton lorsqu'il était envoyé

spécial de l'ONU pour Haïti, est largement resté un vœu pieux. La diminution de l'aide internationale, l'incurie du gouvernement haïtien et l'égoïsme de la classe dominante locale se conjuguent pour ne pas résoudre les problèmes. En effet, tout le monde n'est pas pauvre en Haïti : «*J'ai des copains qui dépensent en un week-end à Miami dix fois ce qu'ils paient en impôts en un an en Haïti!*» reconnaît un industriel.

Mais Haïti n'est pas condamnée à être un «pays maudit» : «*Haïti est souvent présentée comme un pays désespéré, qui devrait rester sous perfusion. Ce malentendu vient de très loin, il est associé au discours colonial fabriqué sur Haïti pour nier l'indépendance en 1804 et reproduit au 19^e siècle à la suite de l'occupation américaine*», juge l'économiste Camille Chalmers. Mais pour que cela change, il faudra que les masses populaires haïtiennes prennent enfin leur destin en main.

MACRON **Contre la loi, il y a urgence!**

Lundi 26 janvier, le gouvernement présentera devant le Parlement l'ensemble des dispositions prévues dans le projet de loi Macron. Le contexte politique va rendre plus difficile encore la mobilisation contre ce projet...

Celle-ci était déjà rendue compliquée par la multiplicité des domaines visés, le caractère peu explicite de certaines mesures prévues pour être complétées par des décrets, des ordonnances concoctées dans l'ombre des cabinets ministériels.

Cohérence dans la régression sociale

Passé au fil des semaines et des mois de «*loi sur la croissance et le pouvoir d'achat*» à «*loi pour la croissance et l'activité*», le texte porté par Macron s'inscrit complètement dans la logique du Pacte de responsabilité, c'est-à-dire toujours plus de «liberté du travail» pour les patrons, toujours moins de droit pour les salariéEs. Pour Hollande, «*la loi Macron, ce n'est pas la loi du siècle, c'est une loi pour le siècle prochain*»...

Mais ce n'est aussi qu'un des volets d'une politique entièrement au service du patronat. La question des seuils sociaux qui vise à limiter la représentation des salariéEs des plus petites aux plus grandes entreprises en est un complément essentiel, tout comme les dispositions sur la santé



Macron vend sa camelote à l'Assemblée nationale... DR

(retirées du projet de loi Macron¹) qui seront examinées, plus tard, dans le cadre de la loi Touraine.

Tentatives de déminage

Lundi 12 janvier, une commission spéciale de l'Assemblée nationale se réunit pour se pencher sur les 1 600 amendements déposés sur les 106 articles du projet Macron. Depuis plusieurs semaines, des commissions ad hoc travaillent sur les principales mesures pour tenter de limiter les votes contre

et les abstentions. Ces groupes de travail ont sondé les opposants au travail du dimanche et de nuit, les syndicats sur les questions des PSE, les représentants des professions «protégées» pour trouver les formulations, les modifications à la marge, qui pourraient permettre que se dégage une majorité de «gauche». Pour le gouvernement, il s'agit d'éviter de passer par le 49-3 dont Hollande a refusé l'utilisation.

Construire la riposte

En effet, l'autre enjeu autour du projet Macron est celui de la réponse syndicale. Si l'attitude de la CFTC, CFE-CGC et CFDT est conforme à leur soutien inconditionnel au gouvernement, la discrétion, voire le silence, de FO, de la CGT et de la FSU, étonne mais surtout inquiète quant à la construction de la riposte. La seule initiative, à ce jour, est celle prise pour le lundi 26 janvier (voir article en page 9) par la coordination unitaire du syndicat du commerce parisien, le CLIC-P, dans la suite des mobilisations contre le travail du dimanche et de nuit. L'Union syndicale Solidaires au niveau

national, ainsi que le Collectif 3A, l'Union départementale Paris et l'Union régionale CGT appellent à la mobilisation pour cette journée. Mais de telles attaques imposent une large riposte nationale. En raison de la procédure d'urgence utilisée par le gouvernement, le temps est compté entre le démarrage du débat et sa conclusion, et ce ne sont pas les 1 600 amendements déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale qui y feront obstacle...

Il est urgent que la mobilisation prenne de l'ampleur. Dans toutes les structures syndicales, la participation à la journée du 26 janvier doit être posée, mais aussi la prolongation de cette journée qui, à elle seule, ne permettra pas de faire reculer le gouvernement. Les militantEs du NPA se sont engagés dans cette construction. Nous devons être toutes et tous debout contre la loi Macron.

Robert Pelletier

1- Sauf l'article 48, peu évoqué, qui prévoit de modifier le code de la santé publique et de privatiser le marché du plasma, ce qui pose des problèmes de sécurité (le contrôle des produits) et d'éthique.



Quand Sarkozy recevait Kadhafi à l'Élysée en décembre 2007. DR

pris racine en 2011. Nos amis occidentaux ne nous ont pas demandé notre avis quand ils ont attaqué la Libye ou quand ils ont divisé le Soudan en deux³. Mais ces dirigeants, inquiets des menaces des différents groupes

djihadistes à leurs frontières, sont les premiers à réclamer que la France – pour reprendre l'expression de l'un d'eux – «*termine le travail*»⁴... Une fuite en avant qui ne seulement ne règlera rien mais ne fera qu'empirer

la situation. Aucune intervention occidentale n'a amélioré en quoi que ce soit la situation des populations. Souvent présenté comme un succès, le Mali n'échappe pas à la règle. Les attaques se font quotidiennes, les groupes armés se fragmentent et se livrent une guerre sans pitié, les services administratifs sont quasiment absents de cette région. Avec son cortège de misère, d'injustice et de violence imposées aux peuples, l'ordre impérialiste ne fait qu'encourager les sectes islamistes qui à leur tour entraînent les interventions militaires occidentales. C'est ce cercle vicieux qu'il s'agit de briser.

Paul Martial

1- Wall Street Journal, 30 août 2011
2- Jean Ping, *Eclipse sur l'Afrique. Fallait-il tuer Kadhafi?*, Michalon Éditeur, 2014, 17 euros.
3- http://www.liberation.fr/monde/2014/12/17/a-dakar-idriss-deby-fait-la-lecon-a-paris_1165776
4- http://www.lepoint.fr/edits-du-point/jean-guisnel/securete-en-afrique-a-dakar-le-tchadien-deby-demande-a-l-otan-de-finir-le-travail-en-libye-17-12-2014-1890385_53.php

Le chiffre

51%

C'est le taux de pauvreté des Arabes israéliens, soit trois fois plus que celui de la population juive israélienne (dans *les Echos* du mardi 13 janvier)



Agenda

Samedi 17 janvier, manifestation nationale pour les droits des femmes. Pour les 40 ans de la loi sur l'avortement, à Paris RDV à 14 h 30 place de la Bastille.

Samedi 24 janvier, journée «Notre santé en danger», Saint-Denis.

Loi de santé, loi de privatisation, les raisons de notre colère : journée de travail et de mobilisation, à partir de 9h à la bourse du travail.

Lundi 26 janvier, mobilisation contre le projet de loi Macron.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Il y a des libertés qui peuvent être facilement abandonnées...

L'EX-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CLAUDE GUÉANT, sur l'antenne de France 2 lundi 12 janvier, réclamant «*une grande loi sur le renseignement*» pour permettre aux services français de «*faire complètement leur travail*»

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FN La double imposture

Manœuvrier parmi les manœuvriers, le FN aura réussi son coup : poser au champion de l'union nationale, s'intégrer au jeu politique institutionnel en étant reçu par Hollande, tout en dénonçant l'exclusive dont il se dit être l'objet et les manœuvres de l'Élysée et Matignon, l'alliance «UMPS»...



Le Pen dans les ors de la République vendredi 9 janvier. DR

C'est le double succès et la double imposture d'un parti qui exécrait Cabu et ses camarades, et voudrait dévoyer contre les musulmans et les étrangers la légitime indignation que provoquent les assassinats terroristes. Valls et Hollande ont tout fait pour permettre au FN de jouer sa vilaine musique en ne l'invitant pas à la réunion d'organisation de la «marche républicaine»... tout en le recevant à l'Élysée. Cela a permis à ce dernier de jouer les victimes du «système» tout en poursuivant sa stratégie de «dédiabolisation». «*Le rejet de la barbarie appartient à tous les Français. Alors nous, élus de la nation, nous prendrons part au défilé là où l'esprit de tolérance est le plus fort, là où le sectarisme se fait moins violent. [...] Nous serons avec le peuple français, ailleurs que dans le cortège parisien, récupéré, hélas !, par des partis qui représentent ce que les Français détestent : l'esprit partisan, l'électoratisme et la polémique indécente*», ces propos de Marine Le Pen illustrent l'imposture.

Cultiver la haine

Marine Le Pen récuse «*tout amalgame*» entre «*nos compatriotes musulmans attachés à notre nation et à ses valeurs*» et «*ceux qui croient pouvoir tuer au nom de l'islam*»... tout en cultivant les fantasmes sur le prétendu lien entre immigration et terrorisme islamique. Nous serions en guerre contre le terrorisme et «*l'islamisme radical, [...] idéologie meurtrière qui fait des milliers de victimes dans le monde*». «*Les Français attendent des solutions, nous allons expliquer les nôtres. Il n'y aura pas de mesures nouvelles, notre analyse est ancienne sur le sujet. Nos thèses sont validées depuis longtemps, tous les Français le savent*» : Philippon ne recule pas devant l'amalgame, la lutte contre le terrorisme, c'est la lutte contre l'immigration !

Dans le même temps, le FN couvre les propos ouvertement racistes des identitaires dont Zemmour et Houellebecq se font les propagandistes. Le Bloc identitaire prône la «*remigration*», affirme que «*personne ne pourra prétendre lutter contre le djihadisme sans remettre en cause l'immigration massive et l'islamisation de notre pays*». Jean-Marie Le Pen leur fait écho en déclarant «*Je ne suis pas Charlie*», et de reprendre le slogan «*Je ne suis pas Charlie du tout, je suis Charlie Martel si vous voyez ce que je veux dire !*». Pour Engelmann, «*l'exclusion du FN de la manif est absolument conforme au scénario de Houellebecq. Il s'agit d'un acte inconscient de "Soumission" à la charia*».

La double imposture du FN, cynique, s'inscrit dans sa stratégie de conquête du pouvoir : s'intégrer au jeu institutionnel tout en dénonçant «*l'UMPS*», mieux flatter les préjugés réactionnaires et xénophobes tout en se posant en défenseur du peuple. Une imposture qui pourrait se rompre sur la réalité des classes populaires...

Yvan Lemaître

RACISME

Déferlement islamophobe

Depuis l'attaque contre Charlie Hebdo, la France est le théâtre d'un véritable déferlement islamophobe : culpabilisation, amalgames, violences. Mais le moins que l'on puisse dire est que le terrain avait largement été préparé.

Une islamophobie déjà bien présente

On en aurait presque oublié, en effet, que le 7 janvier au matin, quelques heures avant l'attaque perpétrée contre *Charlie Hebdo*, l'«invité spécial» de la matinale de France Inter était Michel Houellebecq, auteur d'un «roman d'anticipation» dans lequel un parti musulman arrive au pouvoir en France en 2022 : renvoi des femmes à la maison, polygamie, fuite de la petite amie du narrateur, juive, en Israël, pour éviter les persécutions, etc. Aucun cliché ne manque pour décrire une société française «islamisée» et victime du «grand remplacement» fantasmé par une certaine extrême droite et l'idéologue Renaud Camus.

On en aurait presque oublié que quelques semaines plus tôt, ce n'était pas le livre de Houellebecq qui faisait la «une» des journaux et des émissions de télévision et de radio, mais celui d'un autre triste sire, Éric Zemmour, qui a fait depuis bien longtemps de l'islamophobie l'une de ses principales marques de fabrique, et de «l'islamisation de la France» l'un de ses principaux chevaux de bataille.

Zemmour a le droit de penser ce qu'il veut, et Houellebecq a le droit d'écrire des romans paranoïaques et stigmatisants. Le problème est l'écho et le traitement médiatiques de leurs ouvrages, en d'autres termes la normalisation, la banalisation d'idées, qui, bien que directement inspirées par l'extrême droite islamophobe, accèdent au statut de débat de société légitime. Le tout dans une France gangrenée par

l'islamophobie en actes, avec, selon le rapport annuel du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), 691 actes islamophobes en 2013 (discriminations, attaques contre des lieux de culte, agressions contre des personnes, etc.), soit une augmentation de 47% par rapport à l'année 2012.

Musulmans, donc un peu coupables...

L'attaque contre *Charlie Hebdo* n'a donc pas contribué à réveiller une islamophobie en sommeil : elle a amplifié un phénomène déjà largement à l'œuvre, qui touche toutes les sphères de la société. Quelques heures après l'attaque, une désagréable musique politico-médiatique s'est fait entendre : les assassins se revendiquent de l'islam, les musulmans devaient les condamner et s'en «désolidariser», individuellement et collectivement. Or, cette injonction à la désolidarisation est non seulement scandaleuse, mais elle est aussi particulièrement perverse : scandaleuse car elle amalgame, *de facto*, des millions de croyants à quelques assassins ; perverse car elle jette une suspicion collective sur ces millions de croyants et sous-entend que ceux qui ne se désolidariseraient pas... seraient solidaires.

Les exemples de ces injonctions à la désolidarisation sont multiples, mais le plus exemplaire d'entre eux est probablement celui d'Ivan Rioufol, éditorialiste au *Figaro* qui sur l'antenne de RTL, le lendemain de l'attaque, a exigé de la militante et auteure Rokhaya Diallo qu'elle



À Thourais (79) samedi 10 janvier, des tags près d'un lieu de prière... DR

affirme haut et fort qu'elle se désolidariserait des assassins de *Charlie Hebdo*. A-t-on jamais demandé aux protestants de se «désolidariser» du Ku Klux Klan et de son suprématisme blanc théorisé autour d'une certaine lecture de la Genèse ? Lors de la tuerie perpétrée en Norvège le 22 juillet 2011 par Anders Breivik, qui affirmait agir pour préserver la chrétienté face au multiculturalisme, a-t-on demandé des comptes aux prêtres et aux croyants ? Évidemment, et heureusement, non. Mais les musulmans, dans la France de 2015, sont forcément «un peu» coupables.

Multipliation des passages à l'acte

Nulle surprise, dès lors, à ce que dans un tel contexte et avec de tels amalgames, les passages à l'acte se soient multipliés. Cinq jours après l'attaque contre *Charlie Hebdo*, on dénombrait une soixantaine d'actes islamophobes : coups de feu sur une salle de prière à Port-la-Nouvelle, sur des mosquées à Saint-Juéry,

Vendôme, Soisson ; tirs de grenades d'exercice sur une mosquée au Mans ; mosquées taguées à Poitiers («*mort aux arabes*»), Bischwiller («*Ich bin Charlie*»), Bayonne («*charliberté*», «*assassins*», «*sales arabes*»), Louviers (croix gammées) ; tête de sanglier et viscères accrochés à la porte d'une salle de prière à Corte ; et de multiples agressions verbales et physiques, pour l'instant impossibles à recenser.

C'est le moment qu'a choisi Nicolas Sarkozy pour publier, sur son compte Twitter le 12 janvier, ce singulier appel au calme : «*les questions de l'immigration et de l'islam sont clairement posées. Elles doivent être posées calmement et en associant tout le monde*»... Et les réponses gênées des responsables socialistes questionnés sur cette déclaration ont de quoi inquiéter.

Autant dire que la lutte contre les amalgames racistes et islamophobes et les violences qui les accompagnent ne fait que commencer.

Julien Salingue

ANTISÉMITISME Exécutés parce que juifs

Il ne faut pas nécessairement rechercher une cohérence logique, dans les propos d'individus dont l'idéologie n'est basée ni sur le rationalisme ni sur l'humanisme. Ce sont avant tout les actes qui comptent...

Dans le cas d'Amedy Coulibaly, le preneur d'otages du magasin Hyper Cacher tué vendredi dernier Porte de Vincennes à Paris, ces actes sont univoques. En décalage apparent avec certains de ses discours, il a commis des attaques meurtrières contre des individus qu'il identifiait comme juifs parce que fréquentant une épicerie cacher. Si les premiers résultats de l'enquête (relayés par les agences de presse) correspondent à la réalité, les quatre morts de la prise d'otages ont été tués dès le début, et non pas lors de l'assaut final de la police.

Les otages sont clairement désignés comme «*juifs*» dans une vidéo publiée après la mort du preneur d'otages, mais comportant des images tournées de son vivant. Dans cette vidéo valant revendication probablement postée par un complice sur Internet, Coulibaly pose en quatre tenues différentes sous un titre : «*Soldat du Califat*». Il y est dit que le djihadiste a pris en otage «*17 personnes dans une épicerie juive*» et exécuté «*quatre juifs*», non pas «*quatre personnes*»... La mise en scène en tant que prétendu rebelle, qui fait partie de l'imaginaire djihadiste, débouche



DR

ici concrètement sur un acte qui consiste à tuer des civils ciblés parce qu'ils fréquentaient un magasin considéré comme «*juif*». Pour la première action armée identifiée de Coulibaly, la veille à Montrouge, action où il tua Clarissa Jean-Pierre, jeune policière d'origine antillaise, plusieurs observateurs ont supposé qu'il visait en réalité une école juive à proximité du lieu de la fusillade...

«Race», religion et complot...

D'autres djihadistes ont ciblé ce qu'ils considéraient comme des «*intérêts juifs*». Ainsi, des témoignages portant sur le glissement idéologique progressif de Chérif Kouachi, un des deux assassins de la rédaction de *Charlie Hebdo*, évoquent des projets, exprimés dès 2003-2004, d'attaquer «*des magasins juifs*» (à l'époque dans le 19^e arrondissement de Paris). Et lors des attentats de

la mouvance djihadiste algérienne commis en 1995 en France, l'une des cibles fut le 7 septembre l'école juive de Villeurbanne. L'attentat, attribué à la mouvance de Khaled Kelkal, avait alors fait 14 blessés.

L'idéologie antijuive de la mouvance djihadiste est marquée par des particularités qui le distinguent de l'antisémitisme européen. Alors que ce dernier est une idéologie de «*race*», le discours antijuif des djihadistes s'inscrit dans la vision d'une guerre des religions plus ou moins apocalyptique, lors de laquelle les juifs seraient au premier rang parce qu'«*ils occupent la Palestine*», aucune distinction n'étant faite entre individus, religion, sionisme et structures étatiques en Israël...

La «*race*» n'est pas vraiment présente dans cet imaginaire. Néanmoins, les courants islamistes radicaux ont souvent absorbé et repris les projections les plus classiques de l'antisémitisme européen, associant les juifs à l'argent et leur attribuant une prétendue puissance secrète. L'explication du monde par «*le complot*», selon lequel Israël contrôlerait les USA (et non l'inverse) est aussi prise par les courants islamistes radicaux...

Bertold du Ryon

ÉGYPTE Quatre ans après la chute de Moubarak

Le 25 janvier 2011, dans la foulée de la révolution tunisienne, le dictateur égyptien Moubarak était chassé. Mais l'appareil d'État est demeuré largement intact, dont notamment l'armée et son immense empire économique. Depuis quatre ans, le pouvoir est successivement passé des mains de l'état-major de l'armée à celles des Frères musulmans, pour revenir ensuite aux militaires.

Depuis la prise de pouvoir du maréchal Sissi le 3 juillet 2013, une répression féroce s'est abattue sur tous les opposants, qu'ils soient des partisans du président islamiste déchu Morsi ou des laïcs.

Climat de peur et répression

En moins d'un an, plus de 40 000 Égyptiens ont été emprisonnés, alors que Moubarak, jugé pour la mort en 2011 de 900 manifestants, était acquitté. Au nom de la sécurité, l'état d'urgence a été réinstauré et une loi interdisant tout rassemblement de plus de 10 personnes a été promulguée. La loi permet de punir de 10 ans d'emprisonnement toute personne accusée d'atteinte à l'unité nationale et à la paix sociale... Pour faire bonne mesure, le 5 janvier dernier, dans la crainte évidente de manifestations commémorant le 25 janvier, les avoies et les biens de 112 membres des Socialistes révolutionnaires, du Mouvement du 6 avril et des Jeunes pour la justice et la liberté ont été saisis. On donne des gages aux salafistes en poursuivant les homosexuels, et le ministère de l'Éducation mène une campagne contre l'athéisme. Les femmes



Sissi partout justice nulle part... DR

hésitent à sortir seules de chez elles, même si certaines d'entre elles, peu encore, ont quitté le voile. Un climat général de peur s'est installé : plus aucune discussion politique dans les lieux publics, puisque n'importe qui peut dénoncer toute discussion qu'il juge tendancieuse, avec arrestation immédiate des contrevenants. Pour autant, la fameuse « sécurité » dont se prévaut Sissi n'est pas au rendez-vous : jamais les frontières avec la Libye et le Sinaï n'ont été

aussi dangereuses, et Anssar Beit El Makdess (lié à Daesh) n'hésite pas à commettre des attentats au Caire ou à Alexandrie.

Pain, liberté, dignité et justice sociale ?

Au niveau international, Sissi, qui ambitionnait d'occuper un rôle central dans la région, est vite apparu comme le soutien de la politique US, ainsi que le complice du Premier ministre israélien Netanyahu, fermant le terminal de Rafah

aux secours, ainsi qu'aux blessés, et cela au plus fort de l'offensive israélienne contre Gaza.

Dans le pays, aucun des problèmes sociaux qui avaient abouti à la révolution du 25 janvier n'est réglé. Les investissements étrangers sont taris à cause de l'instabilité du pays, du manque de transparence et surtout de la corruption généralisée, et le tourisme est moribond. Les salaires sont bas, et le coût de la vie de plus en plus élevé à cause de l'inflation et de la baisse des subventions étatiques.

Les États-Unis versent annuellement à l'Égypte plus de 1 milliard de dollars pour contribuer à la sécurité d'Israël. Hormis le Qatar, les monarchies pétrolières allouent des sommes considérables dans le souci de leur propre stabilité. Ces subventions ne sauraient suffire. Les premières couvrent les dépenses des forces de l'ordre et de répression ; les secondes, les salaires d'une pléthore de fonctionnaires sous, ou mal employés. La dette extérieure et intérieure atteignant le niveau abyssal de 200 milliards de dollars, la possibilité d'une cessation de paiements n'est pas à exclure.

Des luttes ouvrières pour la défense des acquis continuent dans de grands centres industriels, mais au niveau politique, on assiste à un très fort émiettement des forces révolutionnaires, avec un grand sentiment d'impuissance à cause de la répression.

Le chômage qui frappe particulièrement la jeunesse ne peut que devenir de plus en plus insupportable. Pain, liberté, dignité et justice sociale restent des mots d'ordre toujours plus d'actualité et la question d'une alternative politique révolutionnaire comme au lendemain du 25 janvier 2011 reste la question clé.

D'Alexandrie, Hoda Ahmed

ALGÉRIE « Pour une convergence démocratique antilibérale et anti-impérialiste »

Nous publions une déclaration du PST (Parti socialiste des travailleurs) concernant la situation sociale et politique du pays.

La chute spectaculaire du prix du baril de pétrole dévoile avant tout l'échec de la politique économique libérale du régime Bouteflika, puisque nos ressources en devises proviennent encore à 98% de la vente des hydrocarbures et que nos importations explosent à plus de 60 milliards par an.

Les mesures d'austérité prises par le dernier conseil ministériel traduisent la volonté du régime de faire payer la crise aux travailleurs et aux masses populaires et d'accélérer le cours libéral. Il s'agit de la liquidation et la privatisation des entreprises publiques, la restriction des recrutements, l'accélération de l'adhésion à l'OMC, la limitation des salaires, etc. Cependant, le discours sur la « diversification de notre économie, hors hydrocarbures et la promotion de la production nationale » est contredit par la mise en œuvre de l'exploitation injustifiée du gaz de schiste et par les dispositions de la loi de finances 2015 qui encouragent les importateurs et pénalisent les producteurs par ses dispositions fiscales, accentuant ainsi la dépendance économique de notre pays aux puissances étrangères. Le discours « rassurant » de Sellal [le Premier ministre - NDLR], qui s'apparente à un recul sur les mesures d'austérité annoncées, n'est qu'un repli tactique face aux mobilisations et aux luttes sociales.

Dans ce contexte, le projet d'amendement de la Constitution, l'initiative pour un « consensus national » et autres discours « patriotique » s'inscrivent dans la perspective de redorer la légitimité du pouvoir et de réaliser un consensus libéral, qui pourrait associer même les partisans de la transition et de la présidentielle anticipée. Dans ce cadre, la direction de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), qui a dédié son 12^e congrès au régime de Bouteflika, confirme sa soumission au consensus libéral et abandonne davantage les luttes des travailleurs.

Pourtant, la crise du système capitaliste et ses conséquences désastreuses sur les peuples, les pressions et les interventions impérialistes générant conflits, guerres et barbarie menacent notre pays et commandent de décider d'un autre consensus antilibéral qui consolide notre indépendance nationale et les capacités de résistance de notre peuple.

Oui, un autre consensus est possible ! Un consensus qui ne brade pas le secteur public aux prédateurs privés, qui ne brade pas nos richesses et notre souveraineté aux puissances impérialistes, qui combattra la corruption et le détournement. Un consensus qui n'érige pas les importations en « mode de production » national mais qui développe réellement l'industrialisation de notre pays, modernise notre agriculture et crée l'emploi. Un consensus qui ne s'impose pas par la répression et l'autoritarisme, mais qui consacre la levée de toutes les entraves à l'exercice des libertés démocratiques et enracine la justice sociale.

Dans ce contexte de mobilisations populaires, mobilisons-nous :

- contre l'exploitation du gaz de schiste et pour l'amélioration des conditions sociales à In Salah, pour le maintien de l'emploi et des entreprises à Skikda et Oued Amizour,
- contre le chômage et pour le droit au travail à Ouargla et à Bouira,
- contre la précarité et pour la titularisation des contractuels aux PTT et dans les autres secteurs, contre la dégradation des conditions socio-pédagogiques des étudiants et pour une université publique et de qualité.

Le PST réitère son appel à toutes les forces politiques, syndicales et sociales pour une convergence démocratique antilibérale et anti-impérialiste.

À Alger le 12 janvier 2015
La direction nationale du PST

INDE Grève massive du charbon

Les 6 et 7 janvier, contre la privatisation, la grève de l'industrie du charbon en Inde a été la plus massive depuis les années 70, tous secteurs confondus...

Les sources syndicales ont compté 350 000 travailleurs en grève, jusqu'à 700 000 en incluant les contractuels. La production de charbon a officiellement chuté de 60%. Malgré les livraisons anticipées de provisions supplémentaires aux centrales électriques, la chute de production commençait dès le deuxième jour à menacer le pays de pénurie en électricité.

L'industrie du charbon est largement sous contrôle de l'État indien, via la compagnie Coal India Ltd, après une nationalisation dans les années 70. Une faible part de la production est privatisée, uniquement pour les entreprises qui transfèrent elles-mêmes le charbon.

Après un grand scandale de corruption sur les attributions d'autorisations minières, le gouvernement a proposé une réforme qui ouvre la voie à la privatisation. D'une part, il envisage d'ouvrir largement le capital de la Coal India Ltd. D'autre part, il propose d'autoriser l'exploitation aux entreprises qui



Les mineurs grévistes devant le siège de la Coal India. DR

font commerce du charbon. C'est principalement contre ce projet que la grève a été appelée.

Offensive du gouvernement et réponse de la classe ouvrière

Élu cette année, le gouvernement Modi compte relancer son économie par de bonnes vieilles recettes néolibérales, en premier lieu l'ouverture

au secteur privé. Cette ouverture au privé signifie en grande partie une ouverture aux capitaux étrangers, non sans ironie pour un gouvernement « nationaliste »...

C'est surtout un coup de bambou qui se profile pour la classe ouvrière indienne. Outre le secteur stratégiquement central du charbon, qui est prédominant dans la production

d'électricité, d'autres grands secteurs sont concernés, notamment le rail et l'éducation.

Dans le cas du charbon, les 5 principaux syndicats ont appelé à une grève de 5 jours du 6 au 13 janvier. Au deuxième jour, le gouvernement a proposé une commission paritaire pour examiner les revendications, que les syndicats ont majoritairement acceptée. Le syndicat le plus combatif, qui avait poussé à l'initiative d'une grève, s'y est opposé, mais n'a pas poursuivi la grève une fois isolé. Le mécanisme de l'intégration des directions syndicales au dialogue social a donc pour le moment étouffé la poussée de résistance visiblement importante de la classe ouvrière.

Les mêmes processus sont à l'œuvre dans le secteur du rail où les syndicats menacent d'une grève pour juin 2015. Dans le secteur bancaire, les syndicats avaient appelé une grève pour le 7 janvier, annonçant d'emblée qu'elle serait suivie d'une grève de 4 jours à partir du 21 janvier et d'une grève reconductible à partir du 16 mars. Par cette menace, ils ont obtenu que les augmentations de salaires passent de 1,5% à 12,5%, et ont renoncé à la grève.

Pour une des classes ouvrières les plus nombreuses au monde, les mois à venir seront un test dont les répercussions peuvent être mondiales.

Carlita Garl

Rompre avec la tutelle de l'Union européenne

L'austérité en Grèce n'a pas commencé avec la crise mais elle s'est accentuée depuis, alors que le pays était mis sous tutelle...

Dès les années 90, d'abord pour satisfaire aux exigences de l'entrée dans l'euro, puis ensuite pour satisfaire aux injonctions de Bruxelles est mise en œuvre une politique de réduction des dépenses publiques par le Pasok (Parti socialiste). Cette politique est poursuivie et accentuée par la droite de retour au pouvoir en 2004. Les réformes néolibérales n'améliorent en rien l'efficacité de l'État grec et ne réduisent pas la corruption qui accompagne tous les grands contrats. D'ailleurs qui dit corruption dit corrupteurs et ceux-ci se trouvent du côté des entreprises des grands pays de l'Union européenne. Allemandes comme Siemens qui a déversé plus d'un milliard d'euros de pots-de-vin pour obtenir des marchés, mais aussi françaises, notamment du côté des ventes d'armes, avec Dassault qui a aussi « arrosé » les décideurs grecs.

La faillite des « socialistes »

Les premiers effets de la crise sont particulièrement ressentis en Grèce (les taux d'intérêt des emprunts sur les marchés financiers s'accroissent) tandis que l'euro s'est transformé en carcan (d'autant que sa valeur monte par rapport au dollar), cela au détriment de nombreuses branches économiques grecques (certains capitalistes grecs délocalisent vers les pays voisins à bas salaires). Le déficit commercial est structurel (il est



Le drapeau de l'Union européenne dans la tourmente... DR

accru par d'importantes importations de matériel militaire). La dette extérieure grecque progresse. Les élections de 2009 voient le retour du Pasok dirigé par Géorgios Papandréou et promettant de rompre avec la « dictature des marchés ». La baudruche va vite se dégonfler : ni les créanciers de la Grèce ni l'Union européenne ne sont prêts à admettre des écarts. Et, à partir de 2010, Papandréou va céder sans combattre. Il bascule dans l'austérité et négocie une « aide » avec le FMI et l'Union européenne sans jamais envisager une alternative pour faire pression sur ses « partenaires » (un moratoire sur le paiement de la dette par exemple, alors que les banques allemandes et françaises y avaient beaucoup à perdre).

Un pays sous tutelle

Cette « aide » a pour contrepartie une rigueur renforcée, des privatisations et des exigences de baisse des salaires, des retraites et des allocations chômage, ainsi que de réforme du code du travail au détriment des salariés. La réforme fiscale frappe petits et moyens revenus mais épargne l'essentiel des privilèges de l'Église et des armateurs. Les 2500 détenteurs de comptes bancaires en Suisse figurant sur une liste remise aux autorités grecques ne font pas l'objet d'investigations. Pour surveiller la mise en œuvre des mesures exigées de la Grèce est mise en place la « troïka » (FMI, Banque centrale européenne, Commission européenne). En novembre 2011, face à la montée

tensions sociales (grève générale, révolte populaire lors de la fête nationale), Papandréou tente une manœuvre en annonçant un référendum. Merkel et Sarkozy lui font comprendre que c'est hors de question : il plie bagage et est remplacé par un homme de Goldman Sachs...

En juin 2012, le parti de droite (la Nouvelle Démocratie) dirigé par Samaras réussit de justesse à surclasser Syriza (qui avait fortement progressé). Il gouverne depuis en coalition avec un Pasok très en recul.

Syriza aux portes du pouvoir ?

Syriza peut gagner les élections du 25 janvier. Le parti met en avant un « Plan national de reconstruction » en quatre piliers parmi lesquels la rupture avec l'austérité et le retour sur certains reculs sociaux (avec notamment une hausse du salaire minimum). L'application de ce programme signifierait un allègement des souffrances des classes populaires grecques.

Mais il est douteux qu'un gouvernement qui irait effectivement dans cette direction, bénéficie de la bienveillance du grand capital grec, de la finance internationale et de l'Union européenne... Quels moyens se donnerait Syriza pour briser ces résistances, alors que n'est pas évoquée la socialisation des banques et que la dette doit faire l'objet d'une négociation ? La direction de Syriza cherchera-t-elle un consensus national et européen (comme le laissent entendre certaines déclarations) ou bien voudra-t-elle s'appuyer sur la mobilisation sociale ? C'est bien cela qui sera décisif en dernière instance car une victoire électorale en elle-même ne garantit rien.

Pour un bon résumé de l'évolution de la Grèce des années 50 à la crise actuelle :

La Grèce et les Balkans, tome III, Olivier Delorme, Folio histoire, 2013, 10,90 euros

Des pouvoirs austéritaires au service de la bourgeoisie grecque

Après la chute de la dictature en 1974, la bourgeoisie grecque a voulu se mettre à l'abri de mobilisations de masse qui auraient pu prolonger la lutte contre la junte en bataille pour un pouvoir populaire. D'où son empressement à ne pas trop remettre en cause les structures des années sombres 1967-74, comme les corps répressifs très violents...

En cela, elle avait le soutien d'un côté de la bourgeoisie européenne, française en particulier, mais aussi du KKE (Parti communiste) qui souhaitait conforter son influence au sein de structures de la démocratie bourgeoise. Face à une extrême gauche forte mais très dispersée est apparue une force social-démocrate : le Pasok, autour de son chef Andreas Papandréou, ami de Mitterrand avec un projet identique, qui triomphera aussi en 1981.

Ce rappel historique pour montrer à la fois les évolutions du socialisme vers le social-libéralisme, mais aussi la nature ouvertement répressive de l'État grec, avec en prime une spécificité : la gouvernance bourgeoise transmise de père en fils et en filles autour de quelques familles, à droite les Karamanlis, Mitsotakis, et Samaras, et à gauche les Papandréou. Tout cela dans un bipartisme peu troublé jusqu'en 2011 (en 1989, gouvernement droite et Synaspismos permettant que se conforte

le capitalisme grec, en particulier sa flotte commerciale (première flotte mondiale) et les banques.

Des gouvernements de combat

La crise de 2010 — Giorgos Papandréou élu en 2009 sur un programme « social » demande « l'aide » de la troïka (45 milliards) — perturbe le cadre en l'exacerbant. De social-libéral, le Pasok devient carrément libéral, et d'ailleurs plusieurs députés se présentent aujourd'hui sur les listes de la droite ! L'un des enjeux des actuelles élections est de tenter de faire croire à la possibilité d'un « centre » face au danger d'une victoire à gauche. On y trouve le Pasok, qui ose dénoncer la droite... avec qui pourtant il gouverne. Papandréou a, lui, créé son parti en se jouant victime du système quand en octobre 2011, la troïka lui aurait refusé l'organisation d'un référendum, en réalité une manœuvre rejetée illico par toute la gauche grecque qui voulait des législatives.

Une scission droitiste de Syriza, Dimar, qui a participé au



Andreas Papandréou, principal artisan du social-libéralisme grec. DR

gouvernement de Samaras, en est aussi, sans oublier une sorte de Beppe Grillo à la grecque, le Potami, lancé par un journaliste qui recycle de soi-disant repentis... Hormis leurs projets boutiquiers, un des buts est d'enlever à Syriza des voix d'anciens électeurs du Pasok. Au pouvoir depuis juin 2012, Samaras a choisi l'affrontement central avec le mouvement ouvrier. Ce faisant, il a laissé se développer les nazis d'Aube dorée, mais a aussi renforcé la droite extrême dans son parti. Ce choix

est aujourd'hui contesté, et la droite « libérale » se prépare pour une éventuelle relève.

Mais le plus important est la suite : malgré les cris d'orfraie, la bourgeoisie grecque, qui connaît fort bien le réformisme de l'ancien Synaspismos (à l'origine de Syriza), se prépare à « gérer » un éventuel gouvernement Syriza, et ce dimanche, son journal phare (du grand groupe de presse DOL), envisage même comme une occasion historique la venue au pouvoir de Syriza... À suivre.



Bilan d'une catastrophe

Des chiffres peuvent résumer une situation catastrophique

En 2010, le prétendu « problème » était la dette publique, dont la taille « terrible », autour de 140 % du PIB grec, exigeait un « programme » spécial. Elle a même été « effacée » de moitié début 2012. Résultat : elle est aujourd'hui autour de 175 % ! Cette grande réussite suffit donc à comprendre que la dette n'avait rien à voir avec le programme de la bourgeoisie appliqué en Grèce (et ailleurs...).

« La saignée a presque tué le malade » dit le mensuel *Alternatives économiques*. Illustrons cela en comparant des chiffres sur six ans :

- Baisse du PIB annuel d'environ 25 %, des investissements de 60 %, de la productivité de presque 10 %, de la construction de 84 %, des salaires autour de 40 % et des retraites autour de 45 %
- Triplement du chômage (chiffre des inscrits), qui dépasse les 25 %, autour de 60 % pour les jeunes
- Baisse de l'indemnité chômage de 22 % (à 300 euros) et du nombre de chômeurs qui ont droit à cette indemnité (seulement 10 %)

Mais ces chiffres ne disent pas



tout. Ainsi n'entrent pas dans la catégorie « chômeurs » les travailleurs censés être « auto-employés ». Et à ceux-ci, il faudrait ajouter aussi des « professions libérales » (ingénieurs, architectes, pigistes, médecins), surtout jeunes, qui sont sans activité... Si on ajoute à cela toutes celles et ceux qui ont été forcés de quitter le travail actif, on peut estimer que la moitié de la population est de fait au chômage... En outre, près de la moitié de

Anticapitalistes RÉCENT... JUSQU'À QUAND?

Suite à l'échec du gouvernement d'Antonis Samaras de faire élire à la présidence de la Grèce son candidat Stavros Dimas – qui était aussi le favori de la Troïka –, des élections législatives auront lieu ce 25 janvier.

Les sondages donnent actuellement la coalition Syriza en tête, ce qui a entraîné ces dernières semaines de multiples pressions de la part des autres pays et de l'Union européenne afin d'éviter une défaite électorale de la coalition austéritaire qui dirige actuellement le pays.

La semaine dernière, nous avons ouvert nos colonnes à Antonis Davanellos, membre de la Plateforme de gauche de Syriza. Cette semaine, notre dossier permet de revenir sur la situation sociale et politique de la Grèce à la veille d'échéances importantes. **Dossier réalisé par Tassos Katsiadis, Emil Ansker, Andreas Sartzekis et Henri Wilno**

trophe

à tous les niveaux, y compris celui de la légalité!



Une jeunesse grecque bien encadrée... DR

la population (4 millions) se trouve en état de pauvreté ou d'exclusion. 20% des enfants ne sont plus vaccinés, la mortalité infantile a bondi de 50% (idem pour le SIDA et autres maladies connues), le taux de dépression a quadruplé (dépassant les 12%), avec plus de 2 suicides par jour!

«État de droit»?

Un rapport récent de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme considère tout ceci comme une atteinte

aux «droits humains» fondamentaux: droit au logement, à l'éducation, au travail, accès à la santé, mais aussi «abus de pouvoir et usage excessif et inutile de la force dans la répression». La FIDH voit juste, mais la chose va beaucoup plus loin...

Car tout d'abord, le soi-disant «État de droit» a été bafoué dès le départ, avec des «mémoires», qui contenaient même formellement à la Constitution grecque, mais aussi aux textes européens. Mais beaucoup plus important, c'est la destruction de tout le code du travail et de toute protection du travail qui a été mise en œuvre: ainsi, les conventions de travail ont été bafouées puis supprimées, l'inspection du travail réduite et affaiblie et les droits syndicaux aussi. Il est hautement significatif que les 2/3 des travailleurs du privé ne sont pas payés à temps. La plupart touchent seulement une partie de leur salaire avec des mois de retard et certains ne seront pas payés...

Avec son «cannibalisme généralisé», la banalisation de cet État de non-droit est le vrai but, largement réussi d'ailleurs, du programme européen...

Des nettoyeuses aux fonctionnaires, une société qui lutte

La lutte des nettoyeuses de la Place Syntagma caractérise bien la période: après deux ans de luttes politiques et syndicales centrales, se sont développées une myriade de luttes sectorielles et locales. De loin le mouvement de résistance semble en recul, mais de près, chaque jour, des gens combatifs et des mobilisations sur plusieurs fronts!

Parmi les luttes les plus impressionnantes, celle contre la fermeture de la radio TV publique, avec reprise autogestionnaire par les travailleurEs de radio, surtout en province. Cette lutte dure depuis 20 mois, avec un programme de qualité émis par le personnel non payé, selon l'acquis d'autres expériences d'autogestion (Viome). Citons aussi la lutte des travailleurs de Coca-Cola contre sa délocalisation, avec appel au boycott. Dans la fonction publique, la mobilisation contre la prétendue «évaluation» est très impressionnante, une procédure avec laquelle obligatoirement 15% du personnel devait être mal noté... et ainsi licencié. Après les mobilisations de l'année dernière, le mouvement est passé cet été à une désobéissance de masse. Malgré les tribunaux et les menaces, il a réussi à annuler de facto cette procédure et à empêcher le licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires en fin de l'année.

18 mois de mobilisation

En septembre 2013, dans toute la Grèce, 595 femmes de ménage du ministère de l'Économie et d'autres administrations publiques apprenaient leur mise



Les femmes de ménage occupent la rue. DR

en disponibilité, premier acte de leur licenciement programmé. Leur lutte a depuis un caractère exemplaire dans les résistances à l'austérité et se trouve face à d'importantes échéances. Depuis 18 mois, les femmes de ménage ont donc été de toutes les actions, harcelant le gouvernement par des actions improvisées, campant en permanence devant l'entrée du ministère de l'Économie malgré les attaques de la police, mais avec une solidarité constante. «De nombreuses personnes nous ont apporté de la nourriture, de

l'argent. Nous avons organisé un grand concert l'été dernier», rappelle l'une d'entre elles, Lili Giannaki. Politiquement, «nous avons toujours été soutenues par les tendances syndicales proches de Syriza, du KKE et d'Antarsya, jamais bien sûr par celles des partis gouvernementaux». Des syndicalistes d'Espagne, de France, d'Allemagne ont aussi manifesté leur solidarité devant le campement. Ces travailleuses ont contesté leur licenciement devant les tribunaux qui leur ont donné raison, mais le gouvernement a fait appel. Une

décision définitive devrait être rendue ce 25 février. C'est sans illusions de ce côté-là qu'elles poursuivent leur mouvement. Le nombre de femmes de ménage encore concernées serait de 270 à 300. «Certaines ont pris leur retraite, d'autres ont bénéficié d'exemptions...»

Quant à une possible victoire de Syriza aux élections, «Nous l'espérons, Syriza s'est engagée à réembaucher les fonctionnaires licenciés. Mais il ne s'agit pas simplement de nous, c'est l'ensemble du peuple qui attend une solution...»

L'extrême gauche, acteur déterminant des mobilisations

Après ses résultats de 2009 (4,6% aux législatives, 4,7% aux européennes), Syriza était au bord de l'explosion, et sa progression fulgurante en 2012 (16,9% en mai et 26,6% en juin), produit d'un virage massif des anciens électeurs du Pasok, ne s'est pas accompagnée d'un renforcement équivalent sur le terrain...

Dans les luttes, la force politique principale reste le KKE, et la coalition de gauche anticapitaliste Antarsya est souvent très en pointe. La place de ces deux forces est déterminante: peut-être pour les élections, surtout pour les indispensables mobilisations.

Le KKE est un parti stalinien ancré sur une ligne sectaire et divisionniste n'excluant pas les opportunistes, comme sa participation au gouvernement en 1989 avec la droite, au côté de futurs cadres de Syriza (à l'époque Synaspismos).

Si la crise qui en a résulté se mesure aux résultats électoraux (1989 13,1%, 1993 4,5%, mai 2012 8,5%, juin 2012 4,5%), ce parti a néanmoins réussi à reconstituer une jeunesse et à organiser des milliers de militantEs, combatifs mais suivistes sur une ligne sans nuances, accusant Syriza de vouloir gérer le système exactement comme la droite...

Son appel aux luttes (à part) dissimule mal son seul objectif: renforcer le KKE. Néanmoins, un malaise existe en son sein depuis



Des militantEs de la coalition Antarsya en manifestation. DR

le dernier congrès, et malgré les difficultés actuelles de travail commun, défendre vis-à-vis d'eux un appel à l'unité dans les luttes est indispensable, aujourd'hui et encore plus demain.

Unité sociale et politique...

Au-delà des partis réformistes KKE ou Syriza, une frange croissante de militants radicaux et à divers degrés anticapitalistes, dispersés dans beaucoup d'organisations – politiques, associatives, écologiques, plus ou moins

locales... – pèse socialement dans les luttes. La création d'Antarsya correspond au projet de rassembler politiquement l'anticapitalisme social réel dans un front permanent d'organisations. L'irruption de la «crise» et sa violence ont montré dans les luttes l'utilité sociale et aussi politique de cette unité. Mais, dans le même temps, elle a complexifié l'élaboration stratégique commune, face à des questions demandant des réponses urgentes, telles les revendications

transitoires, le front unique, le fascisme, l'auto-organisation, la question de l'Union européenne...

Pour les prochaines élections législatives, une majorité d'Antarsya (2/3 des 2000 présentEs aux récentes assemblées locales) a choisi l'alliance avec le mouvement «Plan B» de l'ex-dirigeant de Syriza, Alavanos. L'idée centrale: il faut se préparer à un affrontement avec la bourgeoisie européenne (en particulier concernant l'euro), le chantage de l'UE étant qu'elle va couper le financement du pays via la BCE. Les ambiguïtés sur les modalités d'un tel affrontement ont fait qu'une forte minorité d'Antarsya s'y est opposée, insistant sur le caractère de classe de l'affrontement, avec appel aux travailleurEs d'Europe...

Quoi qu'il en soit, une force anticapitaliste va être plus que nécessaire pour contrer les manœuvres bourgeoises, grecques et européennes, plus que prévisibles, surtout en cas d'arrivée d'un «gouvernement de gauche» au pouvoir ces prochaines semaines...

LEROY-SOMER ANGOULÊME (16)

La direction s'en prend aux militants de la mobilisation



Mardi 6 janvier dans les rues d'Angoulême. DR

Mardi 6 janvier s'est tenue la première réunion des NAO et les syndicats ont exposé leurs revendications...

Le patron a déplacé au dernier moment la réunion à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bonne idée : la manifestation des grévistes a eu lieu en plein centre ville, et a rassemblé plus de 200 personnes, grévistes et soutiens, bruyamment réunis à proximité de la salle de réunion. Les délégués de la CGT sont venus faire le compte rendu des débats. Ils ont posé nos revendications : 100 euros d'augmentation mensuelle pour tous et 13^e mois dès 2015. Les autres syndicats se sont calés sur cette dernière revendication, sauf FO qui ne réclame que 30% du salaire brut de novembre. Ça montre au moins que le mouvement en fait réfléchir certains et impose le respect!

La direction s'est montrée agressive contre nos camarades, les accusant d'être « des individus avec des méthodes de voyous »! Mais elle a trouvé à qui parler et a dû en rabattre.

Le brasero continue à brûler

Une nouvelle assemblée générale s'est tenue aussitôt après sur le piquet de grève de la Fonderie. Là, une soixantaine de travailleurs ont décidé majoritairement de continuer à faire vivre le mouvement, en maintenant la flamme du brasero allumé jour et nuit jusqu'à la nouvelle réunion des NAO. Cette décision n'a pas été facile à prendre car elle représente un gros effort pour tenir 24h/24. Mais l'envie de le faire a été la plus forte et les camarades se sont inscrits pour prendre leur tour de garde. Les salariéEs sont une nouvelle fois appelés à faire grève ce jeudi 15 janvier et à manifester. Samedi 10, les 9 camarades qui avaient été assignés devant le tribunal entre les fêtes, alors qu'ils n'ont pas été condamnés, ont tous reçu une lettre recommandée les convoquant à un entretien préalable en vue d'une sanction disciplinaire, entretien qui aura lieu le lundi 19 janvier. La direction cherche à se venger de la grève en attaquant ceux qui animent le mouvement. Mais tout ça pourrait bien se retourner contre elle. Personne ne peut admettre ces attaques. Des raisons supplémentaires d'entrer en lutte!

Correspondant

CRISE DE LA CGT

Fin de l'acte I?

C'est dans une ambiance lourdement plombée par la situation née des attentats du 7 janvier et ses suites que le Comité confédéral national a tenté ce mardi 13 janvier de mettre fin au premier acte de sa crise.

Celle-ci avait démarrée fin octobre avec la révélation par le *Canard enchaîné* de la lourde facture réglée pour l'aménagement de l'appartement de fonction de Thierry Lepaon.

Entêtement bureaucratique

De semaine en semaine, la succession des révélations a abouti à un discrédit complet du secrétaire général. Une défense mensongère et le décryptage de la Commission fédérale de contrôle ont fini de convaincre une majorité du Comité exécutif confédéral d'accepter la laborieuse démission du secrétaire général et du bureau confédéral. Pourtant, dès les premières révélations, de nombreux militantEs et structures ont marqué franchement leur indignation et leur condamnation des pratiques de Lepaon couvertes par une partie de l'appareil confédéral. Ces condamnations sont entrées en résonance avec les critiques des positionnements politiques et de la stratégie de mobilisation de la direction confédérale. Au fil des semaines, sa gestion de la crise a augmenté les tensions au sommet de l'appareil ainsi que son discrédit.

A contrario, l'étonnante résistance de Lepaon trouve son origine dans la solidarité politique et d'appareil d'une grande partie des directions de fédérations et d'unions départementales qui ne se sont que rarement démarquées de la direction confédérale. Cette résistance a pris la forme des manœuvres successives de Lepaon pour échapper à sa démission. Convocation d'une réunion non statutaire des fédérations et unions départementales, mise à l'écart du responsable financier, mise à disposition de sa démission devant le CCN, mise en place d'une commission de candidatures, et pour finir d'un bureau fédéral « à sa main »... Il aura fallu que des critiques violentes, des prises de position



Trois petits tours... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

venant de structures intermédiaires, parfois contre l'avis de leur représentantEs « officiels », de personnalités difficilement critiquables (Viannet) pour que les sommets de l'appareil viennent à imposer des mesures un peu plus radicales.

Une crise qui vient de loin

C'est de ces contradictions que vient la difficulté à sortir d'une crise dont les ressorts sont les mêmes que ceux qui avaient été mis en évidence au moment de la succession de Bernard Thibault. Avec tout d'abord une crise d'orientation politique. Face à la politique d'agression sociale, l'enlèvement confédéral dans le dialogue social et la stratégie du syndicalisme rassemblé est en échec et contesté par une large frange de militantEs. Ensuite la crise de fonctionnement d'une confédération sans fil à plomb politique, en difficulté

de renouvellement d'équipes dirigeantes depuis les syndicats de base jusqu'au sommet de l'appareil, en difficulté face aux restructurations de l'appareil productif à l'évolution du salariat. Dans ce contexte, les réactions des équipes dirigeantes, de l'appareil, sont depuis longtemps éclatées. Des évolutions « modernistes », faites de démocratie et d'acceptation du cadre du système, aux formes de repli « stalinien », faits de conservatismes organisationnels (comme le maintien dans la Fédération syndicale mondiale), et de discours radicaux, parfois plus de posture que de construction réelle de mobilisations. Avec de multiples variations entre les deux.

Une vraie fausse sortie de crise

La désignation éventuelle de Philippe Martinez au poste de Secrétaire général provisoire ou définitif ne résoudra aucune de ces crises. Au final, elle ne résultera que d'un compromis entre les responsables des principales fédérations et unions départementales qui risque de n'être qu'un écran de fumée pour tenter de faire croire à une « réunification » de la CGT.

Pourtant, nombre de prises de position de fédérations, unions départementales, syndicats, posent comme incontournable de lier les questions d'orientations à celles du fonctionnement. En ce qui concerne le fonctionnement, au delà de règles de vie compatibles avec les valeurs de la CGT, la préparation du 51^e congrès confédéral doit être l'occasion d'une démocratie réelle dans les débats, dans les désignations des délégués, dans l'élection des directions. Un chantier qui pourrait d'ailleurs être ouvert lors de la préparation des congrès fédéraux ou départementaux qui vont se dérouler dans les mois qui viennent.

Mais surtout, la confiance des militantEs, la reconnaissance de l'utilité de la CGT par les salariéEs se reconstruira d'autant mieux, sur de meilleures bases, qu'elle sera liée à la construction des indispensables mobilisations contre les politiques patronales et gouvernementales. Le début de débat sur la loi Macron le 26 janvier est ainsi une échéance essentielle pour que, face à « l'union nationale », se construise l'unité de classe des travailleurEs.

Robert Pelletier

RÉPRESSION

Après la manif de Lyon, le tribunal...

Jeudi 8 janvier sont passés au TGI de Lyon deux militants antifascistes arrêtés pendant la manifestation contre le congrès du FN le 29 novembre dernier à Lyon.

Depuis le début, la police avait décidé de mettre des bâtons dans les roues de la mobilisation. La veille de la manifestation, la préfecture annonçait une modification du parcours. Le jour même, le dispositif policier était impressionnant et les entrées de la place d'où partait la manifestation étaient bouclées. Il était impossible d'entrer sans se faire fouiller, avec contrôle au faciès. La police a utilisé le prétexte de l'action des autonomes pour couper la manifestation en deux et forcer la tête de

manif à la dissolution, pendant que l'arrière se faisait bloquer puis balader pendant près de deux heures.

Le mouvement social criminalisé

Les deux jeunes passés en jugement se trouvaient au milieu de tout ça, au mauvais endroit, au mauvais moment... Car la police ne pouvait pas laisser passer cette journée sans arrestation ni condamnation. Pour un malheureux jet de pierre, le premier écope de 70 heures de TIG et le second de six mois



À Lyon le 29 novembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / NILS

de prison avec sursis. Et chacun devra verser 150 euros aux policiers qui les ont accusés, à titre de préjudice moral... Un pas de plus dans la répression du mouvement social. Si le procureur fait appel, il

faudra se mobiliser pour nos camarades, et plus largement à chaque fois que cela est nécessaire pour faire reculer la criminalisation du mouvement social.

Correspondants

MÉDECINS

Leur grève n'est pas la nôtre

Après avoir mené une « grève » plus médiatique que réelle, avec la fermeture des cabinets médicaux entre Noël et le jour de l'an, les principaux syndicats de médecins libéraux appellent désormais à une « grève administrative »...

En refusant la « télétransmission », les médecins « grévistes » espèrent paralyser les caisses de Sécurité sociale, avec pour conséquence des retards de remboursement aux patientEs de plusieurs semaines. Ils continuent donc d'être payés, et seuls les

patientEs ont à subir les conséquences financières de la « grève ». Médias et politiques de droite et de gauche, toujours prompts à dégainer contre les cheminotEs ou les pilotes en grève (et non payés) qui « prennent en otage la population » restent cette fois silencieux...

EASYJET Les ailes des rapaces

Fin décembre 2014, le personnel navigant d'EasyJet s'est fait remarquer par deux grèves successives lancées les 24-25 décembre et 31 décembre-1^{er} janvier.

EasyJet est une compagnie aérienne européenne connue pour être, avec Ryanair, la championne européenne du modèle « low cost ». Elle utilise toutes les ficelles mises en œuvre depuis 1995 par son fondateur, un armateur chypriote qui a immatriculé la compagnie à Jersey, paradis fiscal de la couronne britannique...

En 2014, EasyJet a réalisé un bénéfice opérationnel record de 743 millions d'euros, en croissance de 21%. Même si le chiffre d'affaires et le niveau d'activité de cette compagnie sont de 5 à 6 fois inférieurs à ceux des compagnies « majors » (Lufthansa, Air France, British Airways), celle-ci sert depuis de nombreuses années de modèle de réussite capitaliste dans le secteur pour les investisseurs et actionnaires qui mènent les attaques patronales dans tout le secteur. La règle est donc évidemment de mettre en œuvre le maximum de flexibilité et de baisser au maximum la masse salariale. Dès le départ, EasyJet a externalisé toutes les opérations de maintenance, d'assistance au sol et d'enregistrement. Mais, même en ce qui concerne le personnel navigant (hôtesse, stewards et pilotes), la politique est la précarité maximale des conditions de travail. Les plannings de vol peuvent être déstabilisés en permanence, empêchant toute organisation de sa vie personnelle. Ainsi, les navigants peuvent avoir 20 modifications de plannings sur le même mois. En effet, la compagnie se vante d'arriver à la flexibilité maximale pour réaliser le maximum de vols avec le minimum de personnel : demi-tour réalisé dans un minimum de temps, nettoyage de la cabine réalisé par le personnel de bord, consignes délivrées sur des téléphones portables personnels, etc. la liste est longue.

Triste modèle...

Si la coupe est pleine pour les personnels, c'est bien évidemment parce que les bénéfices réalisés vont aux actionnaires et aux grands dirigeants, ne laissant que des miettes pour les salariés. Même si les syndicats de l'entreprise ont accepté depuis longtemps que « ce retour sur productivité » se fasse sous forme d'actions et non pas avec de réelles augmentations de salaires, la direction a même eu cette année l'indécence de baisser de 25% les actions données en remerciement. Cela alors que les dividendes versés aux actionnaires et aux dirigeants ont augmenté de 35% et que le salaire de la PDG Carolyn Mc Call est passé de 6,4 à 7 millions de livres (8,9 millions d'euros)... Cela a déclenché la colère des salariés basés en France (1000 sur 9600) : une grève contre ce mépris et pour obtenir un accord sur les plannings garantissant moins de déstabilisation. Inutile de dire qu'à la suite de l'annonce le 11 décembre de cette grève, il n'y a eu aucune



À EasyJet, la grève décolle mais pas les avions... DR

négociation... Par contre, la direction a offert plus de 100 livres au personnel navigant commercial basé hors de France pour venir casser la grève de leur collègues, une grève ultra-majoritaire. EasyJet a dû annuler des dizaines de vols à partir des escales françaises. Les dirigeants des compagnies aériennes françaises (Air France, Corsair, Air Austral) prennent comme modèle EasyJet et Ryanair et cherchent à appliquer contre les salariés des recettes équivalentes. Même l'ancien

secrétaire d'État socialiste aux Transports, Cuvillier, avait chaudement accueilli, il y a quelques mois, la PDG d'EasyJet, la félicitant du développement de sa compagnie en France. Le triste exemple de conditions imposées aujourd'hui aux salariés d'EasyJet montre que les capitalistes, dans le secteur aérien comme ailleurs, n'ont d'autres limites que celles que les travailleurs sont capables de dresser contre eux.

Léon Crémieux

COMMERCE La riposte est en marche

Lundi 26 janvier, date de l'examen du projet Macron à l'Assemblée nationale, le CLIC-P sera de nouveau dans la rue.

Cette nouvelle mobilisation, avec appel à la grève et à la manifestation, rejointe, pour le moment, par la CGT au niveau régional et par Solidaires au niveau national, s'inscrit bien dans une riposte globale contre cette loi. Cette journée sera précédée par une diffusion aux entrées du personnel des grands magasins parisiens, le 20 janvier à partir de midi, de la carte postale à adresser à Hollande pour lui rafraîchir la mémoire (cf. *L'Anticapitaliste* n°269). Cette même carte commence aussi à fonctionner en régions.

Macron c'est non !

D'ici le 10 février, jour probable du vote de la loi, d'autres actions sont envisagées comme une manifestation dans une gare, ces dernières étant visées par le projet d'ouverture dominicale, ainsi qu'un meeting. Des associations féministes et de jeunesse rejoignent le collectif de mobilisation composé de syndicats et d'organisations politiques, dont le NPA, et commencent à se faire entendre. Il est clair que les femmes et les étudiantEs,



Charb contre le travail du dimanche, un dessin offert aux syndicats.

obligés de travailler pour payer leurs études (ce qui ne les rendra certainement pas milliardaires), seront les premières victimes de cette loi.

Ces racistes, ces fauteurs de guerres, nous ne marchons pas dans leur unité nationale. Contre le projet Macron, une seule ligne de démarcation, celle de classe.

LD

INTERMITTENT-E-S Valls présente sa coquille vide

Après les mobilisations du printemps et de l'été dernier, Manuel Valls, jouant la division et tentant de sauver la saison de festivals, a proposé la mise en place de tables rondes. L'objectif? Rediscuter du nouvel accord de l'assurance chômage, mais uniquement concernant les annexes 8 et 10 relatives aux intermittentEs du spectacle et de l'audiovisuel...

Dès l'aube du mouvement, les coordinations nationales appelaient au non-agrément de l'ensemble du texte (« Ce que nous défendons nous le défendons pour tous ! »), et les représentantEs directes des intermittentEs et précaires n'ont été conviés à ces tables que tardivement, au terme d'un rapport de forces qui a pesé en leur faveur. Les « tables de concertation » censées permettre au gouvernement de jouer la montre, ont eu un effet assez inattendu, mettant en lumière le niveau d'incompétence des partenaires sociaux signataires, principalement Medef et CFDT, mais aussi des directeurs et cadres de direction des institutions s'occupant des chômeurEs et précaires : Pôle emploi et l'Unedic. Après une succession de réunions, les Coordinations des intermittentEs et précaires, la CGT et le Syndec (syndicat d'employeurs du spectacle vivant), ont obtenu le chiffrage de leur revendications respectives, ce qui a permis de faire constater que les modèles mutualistes ne coûtent pas plus cher que l'évolution vers les modèles assuranciers et socialement injustes.

La montagne a accouché d'une souris

Manuel Valls propose d'entériner le statu quo. En proposant d'inscrire dans la loi le régime d'indemnisation des intermittentEs du spectacle et de l'audiovisuel (annexes 8 et 10), il divise encore plus les précaires. De plus, inscrire dans la loi l'existence d'un régime spécifique sans en modifier la logique ne répond en rien aux revendications qui sont portées par les travailleurEs de ce secteur.



En juin dernier les intermittentEs manifestaient. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Parallèlement, la logique capitaliste continue de tourner à plein régime : la multiplication des contrôles sur les chômeurEs et précaires, la casse de l'inspection du travail, la multipli-

cation des plans de licenciement couplée à une politique d'austérité qui frappe de plein fouet les travailleurEs des services publics et de la culture, risquent fort de continuer à faire augmenter la détresse sociale. Alors que le budget de la culture prend une sérieuse claque et que les conséquences de l'accord Unedic du 22 mars se font de plus en plus sentir, il est temps de se préparer à construire une mobilisation massive pour imposer un changement de cap.

Correspondants



DR

Cette grève a pour but essentiel le refus du tiers payant, et le danger « d'étatisation » contenu, selon les principaux syndicats de médecins libéraux, dans le projet de loi de santé du gouvernement. Le tiers payant, qui s'applique déjà à la pharmacie et à certains actes de soins, consiste à dispenser le malade de l'avance

de fonds, le remboursement étant directement effectué par la Sécurité sociale et l'assurance complémentaire. Alors qu'une personne sur quatre renonce à des soins pour des raisons financières, l'extension du tiers payant aux consultations de médecins libéraux éviterait que des patientEs ne renoncent à des soins ou

Contre la loi Touraine

Rien d'étonnant de la part de syndicats ultra libéraux et très marqués à droite, que sont le SML (syndicat des médecins libéraux) ou la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français), mais le glissement sur ces positions de MG France (la fédération française des médecins généralistes, une sorte de CFDT médicale

regroupant les médecins plus à gauche) est significatif. Seul le SMG (syndicat de la médecine générale), très minoritaire, sauve l'honneur de la profession en refusant de s'associer à la grève. Si le malaise est bien réel chez les généralistes, ce n'est pas dans la défense d'intérêts corporatistes et réactionnaires – le paiement à l'acte, générateur de course aux actes, le refus du tiers payant, la défense des dépassements d'honoraires et de la liberté d'installation intégrale (favorisant les déserts médicaux) – qu'il trouvera une solution.

Cette contestation est finalement une aubaine pour le gouvernement, qui peut ainsi présenter sa loi de santé comme progressiste. Il n'en est pourtant rien, le but essentiel de la loi Touraine étant de réduire la place de l'hôpital Public et de transférer ses missions au secteur privé. Les cliniques privées et les médecins

libéraux se mobilisent contre le minimum d'obligations qui leur serait imposées en contrepartie de cette privatisation. C'est ce qu'ils appellent « l'étatisation ». Les patrons des cliniques ont déjà largement obtenu gain de cause. Par leur mobilisation, les syndicats de médecins libéraux espèrent y parvenir. C'est en effet dans le cadre de la privatisation de la santé que doit être comprise la généralisation du tiers payant par le gouvernement : rendre acceptable par le patientEs le remplacement des établissements hospitaliers de proximité par des professionnels libéraux.

Le combat des médecins libéraux contre la loi Touraine est donc à l'exact opposé de celui que mènent les défenseurs du service public et de la Sécurité sociale pour l'accès de tous aux soins, ils ne peuvent converger.

J.C. Delavigne



Les comités en action!

Doubs Le NPA en soutien aux législatives partielles. La nomination de Pierre Moscovici à la Commission européenne a provoqué l'organisation d'une élection partielle les 1^{er} février et 8 février. Rappelons que Pierre Moscovici était député PS de cette circonscription (la 4^e du Doubs). L'alignement libéral de Moscovici a donc été récompensé par sa promotion dans les instances de l'Union européenne...



La majorité nationale du PS au Parlement est actuellement d'une seule voix. L'éventuel échec de la gauche à cette législative partielle mettrait le PS en minorité.

Dans une circonscription comportant une forte population de travailleurs et d'ouvriers liés à l'industrie automobile, PSA étant le principal employeur du bassin, il était particulièrement important qu'une voie alternative de gauche puisse s'incarner dans cette élection.

La section locale du NPA a été sollicitée pour participer à la constitution de la liste. Après débat, nous avons décidé d'apporter notre soutien à cette candidature, «Debout la gauche», mais sans participer par la présentation d'un candidat. C'est au final, Vincent Adami, communiste élu d'opposition Front de gauche à la mairie d'Audincourt (dirigée par Martial Bourquin, sénateur PS) et Véronique Bourquin-Valzer, membre d'Ensemble, qui représenteront le Front de gauche à cette échéance. Des dissidents PS connus localement et le MRC apportent également leur soutien. Treize candidats seront présents au premier tour. Un meeting avec Pierre Laurent (PCF), Marie-Claire Thoubans (Ensemble) et Martine Billard (PG), est programmé le vendredi 16 janvier à Audincourt. Un représentant du NPA y prendra la parole.

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|---|---|---|---|
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 18 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Mail : _____

Désignation du compte à débiter
IBAN : _____
BIC : _____

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro IC5 : FR43222194710

Date : _____ Signature obligatoire _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|---|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Tarif standard | | | |
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € | <input type="checkbox"/> 1 an 50 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 29 € | <input type="checkbox"/> 1 an 49 € |
| <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € | <input type="checkbox"/> 1 an 44 € | | |
| <input type="checkbox"/> Hebdo + Mensuel 50 € | <input type="checkbox"/> 1 an 100 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € | <input type="checkbox"/> 1 an 76 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-45-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nps2009.org

En campagne

IVG 17 janvier: dans la rue pour le droit à disposer de notre corps!

Après des années de luttes féministes, le 17 janvier 1975, l'interruption volontaire de grossesse est légalisée en France. 40 ans plus tard, les organisations féministes, syndicales et politiques de gauche appellent de nouveau à se mobiliser ce samedi pour défendre ce droit et en obtenir de nouveaux.

Ce 40^e anniversaire nous rappelle le chemin parcouru depuis 1975, les nombreux combats menés depuis: pour son remboursement à 100%; pour l'accès anonyme aux mineures; pour l'allongement du délai de l'IVG, passé de 10 à 12 semaines.

Un droit menacé par l'austérité

Les plans d'austérité et la politique impulsée par la loi HPST (Hôpital patients santé territoire) de 2007, sont poursuivis par le gouvernement Hollande-Valls. Ils entraînent la réduction des effectifs, des capacités d'accueil et la fermeture de services: 130 centres IVG ont été fermés ces 10 dernières années. L'attente pour une consultation peut durer plusieurs semaines, alors que le délai légal est de 12 semaines de grossesse – sans compter les médecins qui invoquent la clause de conscience pour refuser de pratiquer des IVG au-delà de 10 semaines. Les femmes doivent alors renoncer à se faire avorter ou se rendre à l'étranger... si elles le peuvent. L'accès à l'IVG est encore plus compliqué lorsque l'on est sans-papiers, que l'on ne peut payer les consultations pré et post IVG, ou que, mineure, l'on doit être accompagnée d'une personne majeure pour l'entretien préalable.

Le gouvernement recule

Bientôt, le gouvernement n'aura pas besoin d'interdire l'avortement ou bien de le dérembourser comme le réclame le Front national, car l'accès en sera tellement difficile que, dans les faits, les femmes, en particulier celles des classes populaires, n'auront plus qu'un droit théorique à l'IVG, impossible à faire valoir! Reverra-t-on les décès dus à des IVG domestiques? L'offensive réactionnaire a aussi lieu dans la rue, avec la prochaine «Marche pour la vie» des anti-IVG, et les prières publiques de «SOS tout -petits». Loin de combattre ce



discours, le gouvernement recule sur toute la ligne: sur l'éducation à l'égalité et aux sexualités – pourtant nécessaires pour faire diminuer le nombre de grossesses non désirées – comme sur l'ouverture promise de la PMA aux femmes qui ne sont pas en couple hétérosexuel.

Se mobiliser pour nos droits

Face à ces attaques, le NPA réclame l'abrogation de la loi HPST et l'ouverture d'un centre IVG dans tous les hôpitaux, mais aussi le remboursement intégral de l'IVG et de toutes les consultations nécessaires, ainsi que le droit à la PMA pour toutes. C'est aux femmes de pouvoir choisir si et quand elles veulent des enfants, car à cette seule condition, elles peuvent maîtriser leur corps et leur vie! Bien plus qu'un anniversaire, c'est la poursuite du combat pour défendre nos droits et reprendre la rue contre les réactionnaires qui sera au cœur des mobilisations du 17 janvier. À l'image de nos prédécesseuses qui se sont battues dans les années 1970 pour la légalisation de l'IVG, des manifestations en Espagne contre le projet du gouvernement espagnol d'abroger ce droit, nous sommes conscientes que seule une

mobilisation massive nous permettra d'obtenir un réel droit à disposer de nos corps.

Commission nationale intervention féministe

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». **Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@nps2009.org**

SOUSCRIPTION Le Pacte de solidarité anticapitaliste réunit près de 300 000 euros

Lancée en octobre dernier, notre souscription 2015 visait à réunir suffisamment d'argent pour financer nos activités dans les mois qui viennent. Manifs, affiches, tracts, presse, locations diverses... Autant dire que même si nous n'atteignons pas l'objectif affiché, le chiffre final de 295 000 euros donne un nouvel élan aux anticapitalistes pour affronter la période. Remercions donc ici toutes les donatrices et les donateurs pour cette bouffée d'oxygène. Le combat continue.



Paris 18^e On vit ensemble!

Le 31 décembre, dernier jour de 2014, le collectif des Sans-Voix de Paris 18^e a organisé une marche-déambulation en partant de la place de La Chapelle où ont eu lieu des rafles de réfugiés syriens et soudanais, en passant par Barbès où ont lieu en permanence des contrôles au faciès pour finir par se rassembler devant la mairie. Les panneaux, en français et en arabe, déclinaient les revendications pour 2015: «L'égalité, pas des policiers», «Des papiers, pas des policiers», «Des logements, pas des policiers», «Liberté de circuler» et aussi «Notre quartier n'est pas uniforme»... Rassemblant une soixantaine de personnes, avec des représentantEs de différents collectifs de sans-papiers et du comité migrants



du NPA, les 1000 tracts prévus n'ont pas suffi et ont été épuisés avant la moitié du parcours. Au passage de Barbès le cortège a reçu une véritable ovation, et devant la mairie, une soupe à l'oignon a été partagée pour souligner la revendication du vivre-ensemble. Une guirlande de pancartes a été posée pour décorer les sapins de Noël mis devant la mairie... tout de suite enlevée par la police, venue en nombre! Pour répondre au climat créé par les attentats, les sans-voix ont décidé de remettre ça dans les deux semaines à venir.

Meyzieu (69) Olivier Besancenot en soutien aux postiers.

Le 9 décembre, l'immense majorité des factrices et facteurs de Meyzieu, Jons, Jonage et Pusignan se mettaient en grève afin de s'opposer à la fermeture du centre de distribution du courrier sur Meyzieu et à la réorganisation du travail annoncée. Cette lutte fut dure: la direction avait décidé de faire de Meyzieu un laboratoire d'expérimentation tant de la destruction du service public que de la brutalité et du mépris lors d'une lutte sociale. Elle a fait appel à des directeurs d'établissement, ainsi qu'à des intérimaires pour distribuer le courrier à la place des grévistes. Et pendant un mois, elle a refusé les négociations.



Pour autant, la mobilisation n'a pas faibli. Les salariéEs se sont réunis tous les jours pour décider ensemble de la reconduite de leur grève, avec le seul appui du syndicat SUD. Un rassemblement de solidarité a réuni le lundi 5 janvier, à Meyzieu, les facteurs en grève, Olivier Besancenot et des militants syndicalistes de la Poste qui ont eux aussi mené des combats récemment. Car la lutte de Meyzieu fait suite à d'autres bagares (Paris 15, Aubigny, dans le 92 et le 91...). Et à son tour, cette lutte n'a pas été vaine. Elle se traduit par de réels acquis. Deux jours après le rassemblement, les facteurs reprenaient ainsi le travail à l'issue de trente jours de grève, déterminés et unis.

Hommage



DR

Salut René Vautier

Ce cinéaste vient de nous quitter (cf. L'Anticapitaliste n°271), et son décès n'a pas fait la une, en général. Il est vrai : son nom est lié à une zone floue de l'histoire de France, la guerre d'Algérie.

Ces derniers mois, nous avons été gavés d'anniversaires guerriers : « grande guerre », Seconde Guerre mondiale... Des journalistes nous ont asséné le souvenir des deux guerres faites par la France au 20^e siècle... oubliant qu'il y eut trois guerres, pas seulement deux, omettant la plus longue et – hasard ? – celle qui fut perdue... Guerre coloniale, criminelle, absurde : lors de la décolonisation de l'après 45, le maintien du statu quo pour la seule Algérie, après l'échec indochinois, se masquait difficilement sous la prétention de « l'Algérie française », évidente arnaque : il y avait certes un choix, l'indépendance ou une véritable Algérie rattachée à la France avec égalité entre tous. On peut relire la presse de cette époque : honnie par les colons, cette solution fut écartée par les gens sérieux comme « trop coûteuse »... et il y eut sept ans et demi de guerre ! On peut

imaginer, si l'alternative avait alors été proposée à tous les Algériens, ce qu'aurait donné un référendum... Bref, le peuple algérien n'avait le choix qu'entre être colonisé comme avant – ou indépendant en se battant, ce qu'il choisit. Dans cette guerre inégale où les gros moyens étaient français, l'aspect propagandiste de la lutte fut évidemment important.

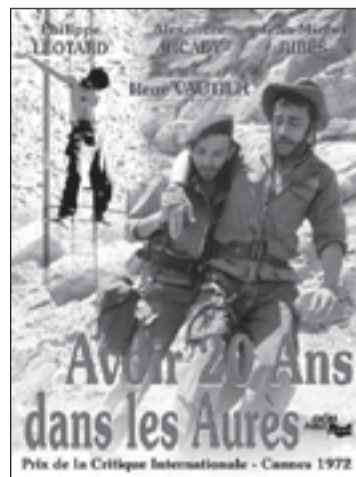
Témoigner

Le cinéma français d'alors connu donc cette situation, avec les impératifs de la censure qui veillait au grain. On saluait ceux qui arrivaient à glisser des allusions aux « événements », Resnais, Demy, Varda, dans leurs films. D'autres choisirent de témoigner par une lutte plus directe. Vautier fut de ceux-ci.

Il rejoignit les maquis, tourna des « actualités FLN », qui trouvèrent une diffusion évidemment discrète mais efficace. D'autres noms sont aussi à rappeler : Mario Maret, et

surtout Yann Le Masson, qui organisa aussi un circuit de livraison d'armes de la Belgique aux militants de la Fédération de France du FLN. Et n'oublions pas Michèle Firk, technicienne, ni l'équipe du Ciné Club Action, toujours là pour soutenir des travaux de diffusion risquée.

Durant un demi-siècle, la guerre n'a pas provoqué, par la suite, dans le cinéma français des échos comme a pu le faire dans le cinéma américain la guerre du Vietnam. L'évolution des techniques donne plus de possibilités aux militants (il y avait la pellicule argentique, la recherche de labos complices, les aléas de diffusion des bobines...), et il y a encore aujourd'hui des gens qui se prennent en charge, et tâchent de témoigner dans ce métier, plutôt que d'ambitionner à devenir milliardaires comme on les y encourage officiellement... L'actualité me fait écrire ces lignes au moment de l'atroce attentat



contre nos copains de Charlie. Il y a plus d'un demi-siècle, notre groupe, autour de Jeanson, se composait de chrétiens, même de curés, de communistes, de juifs, de goys... Rien que des gens qu'aujourd'hui vomirait un djihadiste.
P.L. Thirard

Cinéma



A most violent year de J.C. Chandor

Avec Oscar Isaac, Jessica Chastain et Albert Brooks. Sortie le mercredi 31 décembre

Hiver 1981, dans la banlieue de New York où la violence règne... Meurtres et cambriolages se succèdent. Abel Morales (Oscar Isaac), un immigré mexicain, veut se tailler la part du lion dans le marché du pétro-capitalisme. Il tente de garder les mains propres dans un milieu corrompu jusqu'à l'os. Son projet : acheter à des rabbins véreux un vieil entrepôt sur le fleuve face à Manhattan pour maîtriser à la fois son approvisionnement et la ville. Ses concurrents ne l'entendent pas de cette oreille. Les camions de livraisons d'Abel sont braqués les uns après les autres tandis qu'un procureur s'intéresse à la comptabilité de son entreprise en pleine croissance.

Pourtant Abel a déjà versé un premier acompte de 40% aux rabbins. Il doit verser le solde sous 30 jours sous peine de tout perdre. Le film vire alors au thriller implacable, avec rebondissements et coups tordus à tous les étages, dans un décor de hangars à l'abandon sur fond de neige sale, de course poursuite derrière un camion volé ou de bagarre violente. Abel, lâché par sa banque, est inquiet par la police suite à l'armement des chauffeurs par le « syndicat ». Il doit donc affronter les concurrents, la pègre, les financiers, la police et la justice. Abel ne lâche rien, aidé par Anna (Jessica Chastain), sa femme, fille d'un truand de Brooklyn qui possède elle aussi une ambition démesurée et des scrupules moindres.

Mais on ne racontera pas ce film qui, sous des allures de thriller, se révèle être un pamphlet contre le capitalisme. Abel ne reste pas honnête par vertu mais pour entrer dans la cour des grands profiteurs et imposer une loi qui ne vaut guère mieux que celle de la pègre. Abel trouvera l'argent sans se salir les mains aux yeux de la justice. Accueilli chez les puissants, le procureur, qui l'inquiétait auparavant, lui proposera une alliance pour grandir ensemble à New York... Les USA entraient de plain-pied dans l'ère Reagan et le suicide du chauffeur et ami latino n'en constitue qu'une illustration tragique.

J.C. Chandor impose au film une tension extrême avec son personnage tenté par la brutalité mais retenu par son objectif. Un film puissant à voir absolument.

Sylvain Chardon

Roman

Berlin-Moscou, Tariq Ali

Sabine Wespieser éditeur, 2014, 25 euros

Tariq Ali, militant et écrivain anglo-pakistanaï a publié des livres plein de qualités. Parmi ceux traduits en français, on peut citer des romans comme la suite que constitue *le Quintet de l'Islam* et des essais, notamment sur les menées des États-Unis en Irak. Avec *Berlin-Moscou*, publié en anglais en 1998 et une première fois en français en 2001, c'est à tout autre chose qu'il s'attaque : la période qui va des années 20 aux années qui ont

suivi la chute du mur de Berlin. Vlady, le personnage principal, est un intellectuel berlinois qui fut un dissident actif à l'époque de la RDA. Après la réunification, il a perdu son poste à l'université Humboldt car resté trop marxiste. Sa mère Gertrud lui a toujours dit que son père (qu'il n'a pas connu) était Ludwig.

Ludwig, c'est un héros, Ignace Reiss, cet agent des services secrets soviétiques qui rompit publiquement avec Staline en 1937,

annonça son ralliement à Trotski et fut dans les semaines qui suivirent assassiné par les sbires du Kremlin. Un certain nombre de chapitres du livre constituent une biographie romancée de Ludwig. Celui-ci mérite certes qu'on s'intéresse à son itinéraire décrit dans l'ouvrage authentique et éclairant de sa femme Elisabeth K. Poretski, *les Nôtres*¹.

L'autre volet du livre, c'est surtout le parcours de Vlady, qui arrivera à cerner qui a vraiment été sa mère



et découvrira qu'il a été dans une certaine mesure manipulé. Il y a aussi son ami Sao, combattant de la guerre du Vietnam, écarté ensuite par le PC, et qui survit désormais (très bien) dans les affaires...

La première phrase du livre résume l'état d'esprit de Vlady (dont le fils est devenu un social-démocrate plutôt arriviste) : « Aujourd'hui le monde est morne et vide. Le soleil a disparu derrière une toundra gelée ». Il est curieux que le seul personnage qui soutienne au moment du dénouement que l'histoire n'est pas finie et que « notre heure reviendra » soit un ancien chef des services des renseignements est-allemand. Celui-ci est visiblement inspiré d'un personnage réel, Markus Wolf, dirigeant du service des renseignements extérieur de la police secrète de la RDA. Il conseille à Vlady de recommencer à militer et d'adhérer au PDS...

Au final, un livre qui laisse une curieuse impression. Pour l'authenticité historique sur Ludwig et ses compagnons, y compris sur celle qui est la mère du Vlady du roman et qui a vraiment existé, il faut lire *les Nôtres*.

Henri Wilno

1- *Les Nôtres*, Elisabeth K. Poretski, Babel, 9,70 euros.

Essai

Les fruits défendus. Socialismes et sensualité du XIX^e à nos jours, Thomas Bouchet

Stock, 2014, 20,99 euros

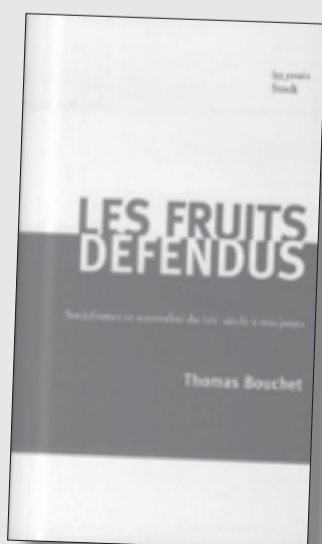
Rappelant à juste titre que le projet socialiste ne concerne pas que la sphère de la production mais englobe tous les aspects de l'existence, l'historien Thomas Bouchet propose une autre histoire des socialismes à travers la question originale de leurs rapports à la sensualité.

De Fourier aux fêtes de LO en passant par les colonies libertaires de la Belle Époque, de l'émancipation des corps par les corps prônée par les saint-simoniens des années 1830 aux diatribes anti-contraception de Jeannette Vermeersch, en passant par la conscience révolutionnaire de Guérin née de son expérience homosexuelle, deux tendances opposées se dessinent : l'une,

dominante, prône une certaine ascèse militante et le rejet de vices bourgeois censés détourner l'ouvrier de la révolution, l'autre tendance étant plus « sensible aux promesses de la sensualité, [qui] affirme que la libération rime aussi, voire dans certains cas surtout, avec le développement des capacités et des aptitudes sensorielles ».

Loin de refléter l'opposition schématique entre socialismes révolutionnaire/réformiste, ces deux tendances montrent au contraire combien « la question de la sensualité est un bon marqueur de l'hétérogénéité des socialismes, de leur éclatement, de leur constant repositionnement ».

Les libraires de La Brèche



librairie **La Brèche** La librairie militante !
27 rue Nôtre 75012 Paris - 01 42 33 92 14 - contact@la-brèche.com
tous les samedi 12h-20h

Des idées de cadeau ?
... Offrez des idées en cadeau !

la-brèche.com

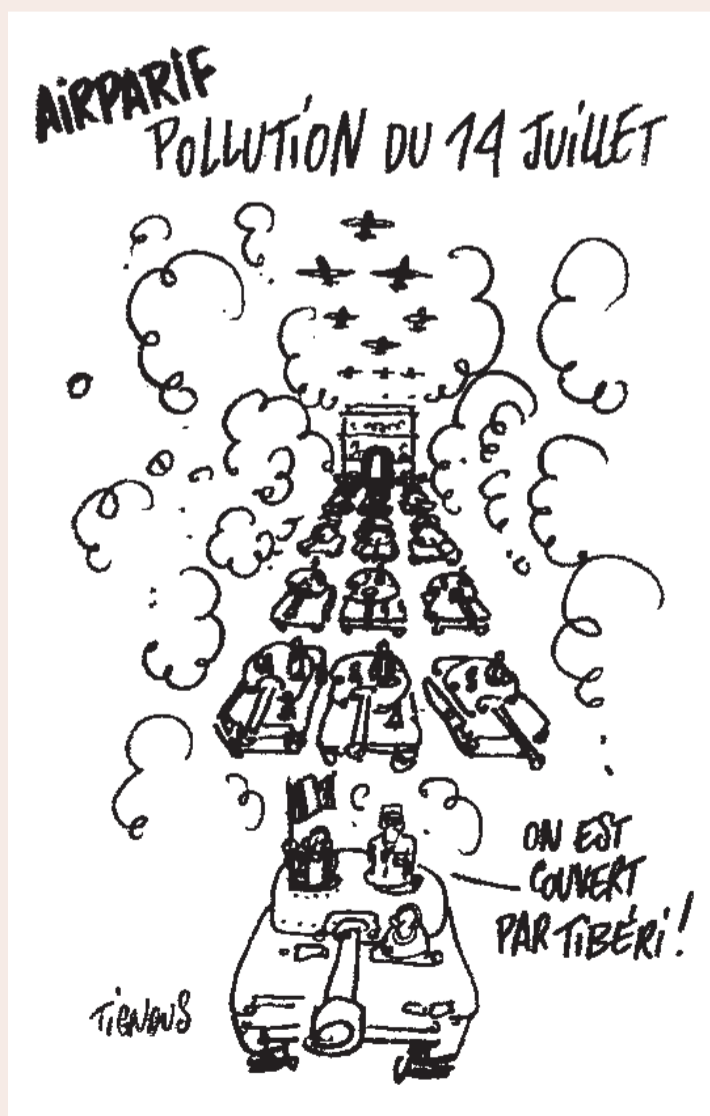
Mercredi 7 janvier, 12 personnes sont mortes dans l'attaque du siège de **Charlie hebdo**. Parmi eux, quatre dessinateurs que, dans l'histoire de la LCR puis du NPA, nous avons côtoyés et appréciés, même si depuis un certain temps, des désaccords nous ont amenés à débattre et à polémiquer avec Charlie hebdo. **Wolinski**, puis **Charb** et **Tignous** avaient publié plusieurs de leurs dessins dans la longue histoire de Rouge, le journal de la LCR. Quant à **Cabu**, si celui-ci n'avait jamais publié directement dans notre presse, la LCR et l'extrême gauche avaient quelquefois fait les frais de son humour, en particulier dans les pages de Charlie hebdo. Pour leur rendre hommage, nous publions ici quelques-uns de leur dessins, mordants envers les puissants et les autorités, tendres avec nous... (Réalisé avec la participation de l'association RaDAR)



Wolinski Une affiche de campagne pour Rouge, période quotidien



Charb Dans les colonnes de Rouge quotidien n°2 durant le Forum social européen (FSE) de Saint-Denis le 14 novembre 2003



Tignous La pollution parisienne, toujours d'actualité, dans Rouge n°1839 paru le 29 juillet 1999



Cabu La Une de Charlie hebdo le 16 juin 1999: Alain Krivine et Arlette Laguiller, députés européens...



Tignous Passage à l'an 2000... dans Rouge n°1856 paru le 23 décembre 1999.



Charb Le Non au Traité constitutionnel européen dans Rouge n°2113 paru le 26 mai 2005